

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle :35043C

Inscrit le 11 août 2014

AUDIENCE PUBLIQUE DU 17 DECEMBRE 2015

**Appel formé par
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
contre un jugement du tribunal administratif
du 2 juillet 2014 (n° 32943 du rôle) ayant statué sur un recours de la société
anonyme ... S.A., ...,
contre un arrêté du ministre de la Culture
en matière de sites et monuments**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 35043C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 11 août 2014 par Madame le délégué du gouvernement Marie-Anne KETTER, sur base d'un mandat à ces fins lui délivré le même jour par le ministre de la Culture, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 2 juillet 2014 (n° 32943 du rôle) ayant déclaré fondé le recours de la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à ..., représentée par son conseil d'administration en fonctions, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B ..., et annulé, dans le seul chef de ladite société, l'arrêté ministériel du 26 mars 2013 ayant procédé à l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux de l'intégralité des immeubles lui appartenant, sis à L-, inscrits au cadastre de la Ville de ..., section ..., sous les numéros ... ;

Vu l'arrêt interlocutoire rendu en date du 15 janvier 2015 ordonnant une visite des lieux ;

Vu le courrier de la Ville de ... du 20 octobre 2015 informant la Cour de l'acquisition, par elle, suivant délibération du conseil communal du 29 juin 2015, des immeubles sis ... ayant appartenu à la société ... S.A., préqualifiée ;

Vu le courrier transmis par télécopieur au greffe de la Cour administrative en date du 17 décembre 2015 par lequel Madame la déléguée du gouvernement Christiane MARTIN demande la radiation de l'affaire au motif que les immeubles en question ayant été classés en éléments sensibles, l'affaire est devenue sans objet.

Par ces motifs

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties;

constate que la requête est devenue sans objet et en ordonne la **radiation** du rôle;

met les frais à charge de la partie appelante.

Ainsi jugé par :

Serge SCHROEDER, premier conseiller
Lynn SPIELMANN, conseiller
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

WILTZIUS.

SCHROEDER,